

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2019/13858]

12 JUILLET 2019. — Arrêté royal concernant le montant à charge des frais d'administration de l'INAMI destiné au financement du Centre fédéral d'expertise des soins de santé en 2019

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, article 192, deuxième alinéa;

Vu la Loi-programme (I) du 24 décembre 2002, article 269, alinéa 1^{er}, 3^o;

Vu l'avis du Conseil général de l'INAMI, donné le 18 février 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 19 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mai 2019;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé Publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En application de l'article 269, alinéa 1^{er}, 3^o, de la Loi-programme (I) du 24 décembre 2002, le montant à charge des frais d'administration de l'INAMI destiné au financement du Centre fédéral d'expertise des soins de santé est fixé à 17,980000 millions d'euros en 2019.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales et la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2019/13858]

12 JULI 2019. — Koninklijk besluit betreffende het bedrag ten laste van de administratiekosten van het RIZIV bestemd voor de financiering van het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg in 2019

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 192, tweede lid;

Gelet op de Programmawet (I) van 24 december 2002, artikel 269, eerste lid, 3^o;

Gelet op het advies van de Algemene raad van het RIZIV, gegeven op 18 februari 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 19 april 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 9 mei 2019;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In toepassing van artikel 269, eerste lid, 3^o, van de Programmawet (I) van 24 december 2002, wordt het bedrag ten laste van de administratiekosten van het RIZIV, bestemd voor de financiering van het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg, voor het jaar 2019 vastgesteld op 17,980000 miljoen euro.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/30797]

22 JUILLET 2019. — Arrêté royal fixant les normes en vue de l'agrément comme maison de transition et fixant les conditions d'exploitation pour une maison de transition

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 11 juillet 2018 portant dispositions diverses en matière pénale (publication au *Moniteur belge* du 18 juillet 2018) a inséré des articles relatifs au placement en maison de transition dans la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine (ci-après « loi relative au statut juridique externe »). Dans une optique de politique de détention différenciée, les maisons de transition sont des projets à petite échelle (12 à 17 places) dans lesquels certains détenus répondant à une série de critères fixés à l'article 9/3 de la loi relative au statut juridique externe ont la possibilité de purger une partie de la fin de leur peine au sein d'une maison de transition. Ils y seront accompagnés et assistés de près afin de leur permettre de se réinsérer au mieux dans la société par la suite.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/30797]

22 JULI 2019. — Koninklijk besluit tot bepaling van de normen voor de erkenning als transitiehuis en houdende de exploitatievoorwaarden voor een transitiehuis

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 11 juli 2018 betreffende diverse bepalingen in strafzaken (publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van 18 juli 2018) bevat een aantal artikelen met betrekking tot de plaatsing in een transitiehuis in de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van personen die veroordeeld zijn tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten (hierna "wet betreffende de externe rechtspositie"). In de optiek van een gedifferentieerde detentie, zijn de transitiehuizen kleinschalige projecten (12 tot 17 plaatsen) waarbinnen bepaalde gedetineerden, die beantwoorden aan een reeks criteria, vastgelegd in artikel 9/3 van de wet betreffende de externe rechtspositie, de mogelijkheid hebben om een deel aan het einde van hun straf in een transitiehuis te kunnen doorbrengen. Ze zullen er van dichtbij worden begeleid en bijgestaan om hen toe te laten zich beter in de maatschappij te re-integreren.

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté réglemente l'exécution de l'article 9/2, § 3 de la loi relative au statut juridique externe. En vertu de cet article, il appartient du Roi de fixer les normes concernant les exigences architecturales, organisationnelles, de personnel et fonctionnelles auxquelles doivent satisfaire les établissements en vue d'être agréés comme maison de transition pour le placement de condamnés, ainsi que le règlement d'ordre intérieur de ces établissements ; tel est l'objet du présent arrêté. Le présent arrêté règle également les conditions d'exploitation des maisons de transition.

L'arrêté comporte cinq chapitres.

Le premier chapitre rappelle le contexte légal et définit les notions utilisées dans l'arrêté. Il n'appelle pas de commentaire particulier.

Le chapitre 2 détermine les normes générales auxquelles un établissement doit répondre pour pouvoir être agréé comme maison de transition. Les maisons de transition accueillent entre 12 et 17 condamnés. Elles peuvent néanmoins faire partie d'une infrastructure plus vaste à la condition que leur fonctionnement soit séparé, qu'il y ait une entrée distincte et que les activités organisées pour les condamnés ne soient pas accessibles aux autres personnes résidant sur le même site. Ce principe est également rappelé dans la section sur les normes fonctionnelles. L'article 5 est l'expression d'un critère plutôt écologique : il s'agit d'empêcher l'implantation de la maison de transition dans une zone industrielle et de garantir une qualité de vie. Enfin, il est nécessaire que l'exploitant de la maison de transition ait la personnalité juridique.

Le chapitre 3 prévoit une réglementation concernant le traitement des données à caractère personnel.

Dans son avis n° 130/2019 du 3 juillet 2019, l'Autorité de protection de données se pose la question de savoir pourquoi aucune référence n'est faite à la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'information de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés, vu qu'elle constitue le cadre de base pour le traitement de données à caractère personnel des détenus. En particulier, l'Autorité de protection de données propose de faire le lien avec le Dossier Judiciaire Électronique Intégré de Suivi comme prévu dans la loi susmentionnée.

L'Autorité de protection des données fait ensuite la remarque que la loi concernant le statut juridique externe ne prévoit pas de délégation spécifique au pouvoir exécutif pour régir les aspects plus spécifiques de ce traitement, demandant ainsi une base légale suffisamment explicite.

Il n'est pas indiqué de faire référence, dans l'arrêté, à la loi précitée du 5 mai 2019 et en particulier au Dossier Judiciaire Électronique Intégré de Suivi. Ce Dossier Judiciaire Électronique Intégré de Suivi est un dossier dans lequel sont traitées des données qui sont nécessaires pour le suivi dans la phase de l'octroi de modalité d'exécution des peines par le tribunal de l'application des peines (TAP). Au moment du placement et du séjour en maison de transition (à partir de 18 mois avant que le condamné se trouve dans les conditions de temps pour la libération conditionnelle), le TAP ne sera pas encore saisi, et il n'y aura donc pas encore de modalité d'exécution de la peine à octroyer par le TAP en cours. Le Dossier Judiciaire Électronique Intégré de Suivi n'est donc pas encore d'application dans la phase du séjour dans la maison de transition.

Le traitement des données personnelles par la maison de transition ne se fera pas via SIDIS-suite, qui est aussi réglé par la loi du 5 mai 2019.

Tenant compte des remarques de l'Autorité de protection des données, un régime sui generis de protection des données a été développé dans cet arrêté, qui est étroitement basé sur la loi du 5 mai 2019 relative au traitement des données en ce qui concerne le traitement des données dans SIDIS-suite et qui met en œuvre les recommandations de l'Autorité de protection des données :

- Ainsi, la finalité du traitement des données dans le cadre de l'exploitation de la maison de transition est clairement défini dans l'article 8, § 1^{er}.

- La responsabilité du traitement est prévue à l'article 8, § 2.

- L'article 9 liste de manière détaillée des données personnelles qui seront traitées. Cela concerne les données d'identification, les données auxquelles le responsable a accès afin de pouvoir mener à bien les missions liées au placement, et les données relatives au statut juridique interne du condamné.

We hebben de eer het besluit ter reglementering van de uitvoering van artikel 9/2, § 3 van de wet betreffende de externe rechtspositie ter ondertekening van uw Majesteit voor te leggen. Krachtens dit artikel komt het de Koning toe om de normen betreffende de architectonische, organisatorische, functionele en personeelseisen, waaraan de inrichtingen dienen te voldoen om te worden erkend als transitiehuis voor de plaatsing van veroordeelden, en het huishoudelijk reglement van deze inrichtingen te bepalen; dit is het onderwerp van dit besluit. Dit besluit regelt eveneens de voorwaarden voor de uitbating van de transitiehuizen.

Het besluit telt vijf hoofdstukken.

Het eerste hoofdstuk betreft de wettelijke context ter definitie van de in het besluit gebruikte begrippen. Het benoemt geen bijzondere verklaringen.

Hoofdstuk 2 bepaalt de algemene normen waaraan een inrichting dient te voldoen om te worden erkend als transitiehuis. De transitiehuizen huisvesten tussen de 12 en de 17 veroordeelden. Ze kunnen echter deel uitmaken van een ruimere infrastructuur op voorwaarde dat hun inhoudelijke werking apart wordt beheerd, dat er een aparte ingang is en dat de activiteiten die voor de veroordeelden worden georganiseerd niet toegankelijk zijn voor andere personen die op dezelfde site verblijven. Dit principe wordt eveneens herhaald in het deel over de functionele normen. Artikel 5 bespreekt eerder een ecologisch principe : het gaat om het vermijden van de inplanting van een transitiehuis in een industriële zone en het garanderen van de levenskwaliteit. Tot slot is het nodig dat de uitbater van het transitiehuis rechtspersoonlijkheid bezit.

Hoofdstuk 3 voorziet een regeling omtrent de verwerking van persoonsgegevens.

In haar advies nr. 130/2019 van 3 juli 2019 vraagt de Gegevensbeschermingsautoriteit zich af waarom er geen verwijzing werd opgenomen naar de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank, daar deze het basiskader vormt voor de verwerking van persoonsgegevens van gedetineerden. In het bijzonder stelt zij voor de link te leggen met het Geïntegreerd Elektronisch Justitieel Opvolgdossier, zoals voorzien in voornoemde wet.

Aansluitend maakt de Gegevensbeschermingsautoriteit de opmerking dat de wet betreffende de externe rechtspositie niet voorziet in een specifieke delegatie aan de uitvoerende macht om meer specifieke aspecten van persoonsverwerking te regelen waarbij zij aldus de vraag stelt naar een afdoende expliciete rechtsbasis.

Het is niet aangewezen in het besluit een verwijzing op te nemen naar voormelde wet van 5 mei 2019 en naar het Geïntegreerd Elektronisch Justitieel Opvolgdossier in het bijzonder. Dit Geïntegreerd Elektronisch Justitieel Opvolgdossier is een dossier waarin gegevens worden verwerkt die nodig zijn voor de opvolging gedurende de fase van de toekenning van strafuitvoeringsmodaliteiten door de strafuitvoeringsrechtbank (SURB). Op het moment van een plaatsing en het verblijf in een transitiehuis (vanaf 18 maanden vóór men zich in de tijdsvoorwaarden voor voorwaardelijke invrijheidsstelling bevindt) zal de SURB nog niet gevat zijn en zullen dus nog geen door de SURB toe te kennen strafuitvoeringsmodaliteiten lopende zijn. Het Geïntegreerd Elektronisch Justitieel Opvolgdossier is in de fase van het verblijf in het transitiehuis dus nog niet van toepassing.

De verwerking van persoonsgegevens door het transitiehuis zal evenmin verlopen via Sidis-suite, dat eveneens gereguleerd wordt in de wet van 5 mei 2019.

De opmerkingen van de Gegevensbeschermingsautoriteit indachtig werd in dit besluit een gegevensbeschermingsregime sui generis uitgewerkt, dat sterk afgestemd is op de wet van 5 mei 2019 met betrekking tot de gegevensverwerking in Sidis-suite en uitvoering geeft aan de aanbevelingen van de Gegevensbeschermingsautoriteit:

- Zo wordt in artikel 8, § 1, de finaliteit voor de gegevensverwerking in het kader van de exploitatie van het transitiehuis duidelijk gedefinieerd.

- In artikel 8, § 2, wordt een verwerkingsverantwoordelijke aangeduid.

- Er wordt in artikel 9 een gedetailleerde opsomming gegeven van de persoonsgegevens die zullen worden verwerkt. Het betreft de identificatiegegevens, gegevens waartoe de verantwoordelijke toegang heeft om de opdrachten verbonden aan de plaatsing te kunnen uitvoeren en gegevens met betrekking tot de interne rechtspositie van de veroordeelde.

Les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions pénales (visées à l'article 9, § 1^{er}, 2^o) peuvent aussi être traitées. L'autorisation de leur traitement ressort de la loi relative au statut juridique externe. La mention de l'article 9/2, § 2 selon laquelle le responsable de la maison de transition a accès aux données du dossier du condamné qui sont de nature à lui permettre d'exercer les missions relatives au placement indique clairement – vu qu'il s'agit de données du condamné – que cela inclut des données sur les condamnations pénales et les infractions. La loi en permet donc le traitement.

Suite au commentaire de l'Autorité de protection des données concernant les données personnelles relatives à la santé ou aux convictions religieuses, il convient de noter qu'aucun dossier médical en tant que tel ne sera créé au niveau de la maison de transition. Les condamnés séjournant dans la maison de transition pourront, s'ils le souhaitent, consulter un médecin qui travaille de manière totalement indépendant par rapport à l'exploitant de la maison de transition. Par conséquent, il n'y aura pas de traitement séparé de ces données au niveau de la maison de transition et il n'y aura pas de transfert de données médicales entre le SPF Justice et l'exploitant de la maison de transition. Les données concernant les convictions religieuses ne seront pas non plus traitées en tant que telles par l'exploitant.

Les condamnés pourront il est vrai pratiquer une religion reconnue dans la maison de transition et recevoir la visite des représentants de culte, mais les données relatives à leur pratique religieuse ne seront pas systématiquement collectées.

Si le responsable de la maison de transition souhaite avoir accès à d'autres données que celles prévues à l'article 9, il doit en faire la demande motivée au directeur général des établissements pénitentiaires.

- Un délai de conservation des données à caractère personnel est déterminé à l'article 10 : les données à caractère personnel sont effacées lorsque le condamné quitte définitivement la maison de transition.

- Vu la nature des données qui sont traitées, une obligation de confidentialité est prévue.

- Une exception est prévue pour l'exercice du droit à la vie privée des personnes dont les données sont traitées dans le cadre de l'exploitation de la maison, dans les limites autorisées par l'article 23 du Règlement 2016/679 (article 11).

- Enfin, des garanties afin d'assurer un niveau de sécurité approprié sont reprises à l'article 49.

La remarque de l'Autorité de protection des données concernant le traitement minimal des données a été pris en compte dans l'ensemble de l'arrêté. Plusieurs dispositions (articles 35, 41 et 44) ont ainsi été formulées de manière plus restrictive.

En ce qui concerne la délégation au Roi pour ces aspects du traitement des données, une référence à la compétence générale d'exécution du Roi sur base de l'article 108 de la Constitution a été ajoutée dans le préambule.

Le chapitre 4 définit les normes architecturales, fonctionnelles, relatives à l'organisation et au personnel.

Les bâtiments des maisons de transition doivent être adaptés à leur destination et comporter suffisamment d'espaces communautaires, qui sont adéquatement équipés. Les chambres doivent avoir une superficie d'au moins 10m², en ce compris, le cas échéant, le sanitaire. Une marge dérogatoire de 15% est prévue. Cette disposition est conforme aux recommandations émises par le Conseil de l'Europe par la voix du Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT). Les chambres sont individuelles. Les condamnés doivent pouvoir soigner quotidiennement leur apparence et leur hygiène corporelle. Cela n'implique pas que les chambres doivent disposer d'un bain ou d'une douche, mais que suffisamment de sanitaires communs soient prévus dans la maison de transition.

La vie en communauté est un des piliers important des normes fonctionnelles. La vie quotidienne dans l'établissement doit, le plus possible, se dérouler en commun, pour permettre au condamné de développer des compétences indispensables pour sa réinsertion.

Ook gegevens betreffende strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten (vermeld in artikel 9, § 1, 2^o) kunnen worden verwerkt. Het toestaan van de verwerking hiervan blijkt uit de wet externe rechtspositie. De vermelding in artikel 9/2, § 2 dat de verantwoordelijke van het transitiehuis toegang heeft tot gegevens uit het dossier van de veroordeelde die van aard zijn om de opdrachten verbonden aan de plaatsing te kunnen uitvoeren, maakt duidelijk – aangezien het om gegevens van de veroordeelde gaat – dat dit gegevens betreffende strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten omvat. De wet laat aldus de verwerking hiervan toe.

Naar aanleiding van een opmerking van de Gegevensbeschermingsautoriteit omtrent de persoonsgegevens betreffende gezondheid of religieuze overtuiging, dient te worden opgemerkt dat geen medisch dossier als zodanig zal worden opgemaakt op het niveau van het transitiehuis. Veroordeelden die in het transitiehuis verblijven, zullen indien gewenst een arts kunnen consulteren die volledig onafhankelijk werkt ten aanzien van de exploitant van het transitiehuis. Er zal dan ook geen afzonderlijke verwerking van deze gegevens gebeuren op het niveau van het transitiehuis noch zal er een overdracht van medische gegevens zijn tussen de FOD Justitie en de exploitant van het transitiehuis.

Ook gegevens betreffende religieuze overtuiging zullen niet als zodanig verwerkt worden door de exploitant. Veroordeelden kunnen in het transitiehuis weliswaar een erkende godsdienst belijden en het bezoek van godsdienstbeoefenaars ontvangen maar er worden niet op systematische wijze gegevens verzameld omtrent hun godsdienstbeleving.

Indien verantwoordelijke voor het transitiehuis toegang wenst tot andere gegevens dan deze voorzien in artikel 9, dient hij een gemotiveerde aanvraag te richten aan de directeur-generaal van de penitentiaire inrichtingen.

- Er wordt in artikel 10 een bewaartermijn voor de persoonsgegevens bepaald: de persoonsgegevens worden gewist wanneer de veroordeelde het transitiehuis verlaat.

- Gelet op de aard van de gegevens die verwerkt worden, wordt een vertrouwelijkheidsverplichting opgelegd.

- Binnen de beperkingen die artikel 23 van de Verordening 2016/679 toelaat, is een uitzonderingsregeling voorzien voor de uitoefening van de privacyrechten van de betrokkenen van wie de gegevens worden verwerkt in het kader van de exploitatie van het transitiehuis (artikel 11).

- Tot slot zijn in artikel 49 waarborgen opgenomen teneinde een passend beveiligingsniveau te verzekeren.

Doorheen het besluit werd ook rekening gehouden met de opmerking van de Gegevensbeschermingsautoriteit omtrent de minimale gegevenswerking. Meerdere bepalingen (artikelen 35, 41, 44) werden op een meer limitatieve wijze geformuleerd.

Wat de delegatie aan de Koning voor deze aspecten van gegevensverwerking betreft, werd in de in de aanhef een verwijzing opgenomen naar de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning op grond van artikel 108 Grondwet.

Hoofdstuk 4 definieert de architectonische, functionele, organisatorische en personeelsnormen.

De gebouwen van het transitiehuis moeten aangepast zijn aan de bestemming ervan en voldoende gemeenschappelijke ruimtes bevatten die adequaat uitgerust zijn. De kamers moeten een oppervlakte hebben van ten minste 10m², met inbegrip van het sanitair indien van toepassing. Een afwijkingsmarge van 15% is voorzien. Deze bepaling is conform aan de aanbevelingen van de Raad van Europa via het Comité ter preventie van foltering en onmenselijke of vernederende straffen of behandelingen (CPT). De kamers zijn individueel. De veroordeelden moeten dagelijks hun lichamelijke hygiëne en hun voorkomen kunnen verzorgen. Dit betekent niet dat de kamers dienen te beschikken over een bad of een douche, maar dat het transitiehuis beschikt over voldoende gemeenschappelijke sanitaire voorzieningen.

Het leven in gemeenschap is één van de belangrijke pijlers van de functionele normen. Het dagelijkse leven in de inrichting moet zoveel mogelijk gemeenschappelijk verlopen zodat de veroordeelde de onmiskenbare capaciteiten kan ontwikkelen voor zijn re-integratie.

Les articles 35 à 37 prévoient les normes organisationnelles. L'exploitant désigne le responsable de la maison de transition, qui en assume la direction journalière. Le responsable est également le point de contact pour les condamnés séjournant dans la maison de transition et pour le directeur de prison qui continue à gérer le dossier du condamné. Dans cette optique, il appartient au responsable de la maison de transition de faire périodiquement rapport sur le déroulement du placement au directeur de la prison, ainsi que lorsque le condamné quitte définitivement la maison de transition. Ce rapportage doit permettre au directeur de constater si les conditions du plan de placement sont respectées. Ce rapportage a également tout son intérêt dans le cadre des futurs avis du directeur concernant les autres modalités d'exécution de la peine, que ce soit pour des modalités octroyées par le Ministre (par exemple les congés pénitentiaires) ou par le tribunal de l'application des peines (par exemple la libération conditionnelle).

L'article 37 de l'arrêté royal détermine les thèmes qui doivent, au minimum, être réglés dans le règlement d'ordre intérieur des maisons de transition. Le responsable de la maison de transition peut y prévoir d'autres règles, sous réserve d'approbation par le Ministre de la Justice

L'article 38 détermine les normes relatives au personnel. Il précise ce qui doit au minimum être assuré : la direction et la gestion administrative et financière de la maison de transition, l'hébergement (c'est-à-dire le logement et l'obligation de fournir des repas aux condamnés, qu'ils soient déjà cuisinés ou qu'on leur laisse la possibilité de les cuisiner ; l'hébergement n'inclut pas l'entretien des chambres, qui est de la responsabilité des condamnés) ainsi que l'accompagnement des condamnés. L'arrêté prévoit dès lors que, pour pouvoir remplir les missions-clé prévues par le présent arrêté, l'exploitant de la maison de transition doit pouvoir disposer du personnel suffisant. Dans son avis 65.955/1 du 9 mai 2019, le Conseil d'État demande à ce que soit précisé ce qui est entendu par « personnel suffisant ». Il n'est pas souhaitable de définir cette notion. En effet, le projet de chaque maison de transition peut être différent : une maison de transition pourrait, par exemple, mettre l'accent sur le travail de groupe, une autre sur un encadrement psychologique ou sur la prise en charge d'assuétudes,... Le nombre de membres du personnel nécessaire sera à déterminer maison par maison, en fonction du projet de chaque établissement.

Le chapitre 5 détermine les conditions d'exploitation d'une maison de transition. Au vu des caractéristiques d'un tel établissement, il est indispensable que la continuité de l'exploitation soit garantie 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Il est prévu que le règlement d'ordre intérieur et le plan de sécurité soient disponibles au moment du placement du premier condamné dans la maison de transition.

Il est fondamental, pour que le placement réussisse, qu'une étroite collaboration ait lieu entre le directeur de la prison et le responsable de la maison de transition. L'arrêté décrit dès lors la manière dont le plan de placement est rédigé ainsi que la manière dont le placement du condamné se déroule, en précisant les rôles des différents intervenants. Une transmission régulière d'informations est prévue entre le responsable de la maison de transition et le directeur de la prison, par le biais de rapports mensuels, et par la tenue de réunions de concertation.

Des représentants du SPF Justice pourront, à tout moment, venir contrôler et inspecter la maison de transition. Ils ont, pour ce faire, accès à tous les bâtiments et peuvent s'entretenir avec les condamnés en toute confidentialité.

L'arrêté royal détermine les obligations de l'exploitant en termes de paiement d'assurances. Il est précisé que toutes les conditions en lien avec l'exploitation doivent être remplies pendant toute la durée du contrat. Un manquement grave à cette obligation a pour conséquences le retrait de l'agrément. Un tel retrait peut également avoir lieu notamment en cas de faillite, de dissolution ou de liquidation dans le chef de l'exploitant.

Les articles 9/1, 9/2 et 9/3 de la loi relative au statut juridique externe et le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,
chargé de la Régie des Bâtiments,

K. GEENS

Artikels 35 tot 37 voorzien de organisatorische normen. De exploitant benoemt de verantwoordelijke voor het transitiehuis, die het dagelijks beheer voor zijn/haar rekening neemt. De verantwoordelijke is eveneens de contactpersoon voor de veroordeelden die in het transitiehuis verblijven en voor de gevangenisdirecteur die het dossier van de veroordeelde verder beheert. In deze optiek dient de verantwoordelijke van het transitiehuis periodiek rapport uit te brengen aan de gevangenisdirecteur betreffende het verloop van de plaatsing en wanneer de veroordeelde op definitieve wijze het transitiehuis verlaat. Deze rapporten moeten de directeur toelaten vast te stellen dat de voorwaarden van het plaatsingsplan gerespecteerd worden. Deze rapportering is eveneens van belang voor de andere strafuitvoeringsmodaliteiten, zij het deze toegekend door de Minister (zoals penitentiair verlof) of door de Strafvuivvoeringsrechtbank (zoals de voorwaardelijke invrijheidstelling).

Artikel 37 van het Koninklijk Besluit bepaalt de thema's die minimaal dienen te worden geregeld in het huishoudelijk reglement van de transitiehuizen; De verantwoordelijke van het transitiehuis mag andere regels toevoegen, onder voorbehoud van goedkeuring door de Minister van Justitie.

Artikel 38 bepaalt de normen met betrekking tot het personeel. Het preciseert wat minimaal dient te worden verzekerd : directie, administratief en financieel beheer van het transitiehuis, de huisvesting (dit wil zeggen het logement en de verplichting om voeding te voorzien voor de veroordeelden, zij het reeds bereid of de mogelijkheid om deze te bereiden; de huisvesting omvat niet het onderhoud van de kamers, dit is de verantwoordelijkheid van de veroordeelden), alsook de begeleiding van de veroordeelde. Het besluit voorziet dan ook dat de exploitant over voldoende personeel moet beschikken om de door dit besluit voorziene kernopdrachten te vervullen. In zijn advies nr. 65.955/1 van 9 mei 2019 vraagt de Raad van State dat gepreciseerd zou worden wat verstaan dient te worden onder "voldoende personeel". Het is niet aangewezen om dit begrip te preciseren. Het project van elk transitiehuis kan immers verschillend zijn: het ene transitiehuis kan misschien de nadruk leggen op het werken in groep, een ander zal misschien werken rond psychologische begeleidingen of het werken rond verslaving... Het aantal noodzakelijke personeelsleden zal bepaald worden per transitiehuis, in functie van het project van elke inrichting.

Hoofdstuk 5 bepaalt de voorwaarden voor de uitbating van een transitiehuis. Gezien de karakteristieken van dergelijke inrichting, is het noodzakelijk dat de continuïteit van de uitbating 24 uur op 24 en 7 dagen op 7 gegarandeerd wordt. Het huishoudelijk reglement en het veiligheidsplan moeten beschikbaar zijn vanaf de plaatsing van de eerste veroordeelde in het transitiehuis.

Teneinde de plaatsing te doen slagen, is het fundamenteel dat er een nauwe samenwerking bestaat tussen de gevangenisdirecteur en de verantwoordelijke van het transitiehuis. Het besluit beschrijft dus de wijze waarop het plaatsingsplan wordt opgemaakt alsook de wijze waarop de plaatsing van de veroordeelde zal verlopen, met duidelijke weergave van de rol van de verschillende partijen. Een regelmatige informatieoverdracht tussen de verantwoordelijke van het transitiehuis en de gevangenisdirecteur wordt voorzien via maandelijkse rapporten en overlegmomenten.

Vertegenwoordigers van de FOD Justitie kunnen op elk moment het transitiehuis controleren en inspecteren. Hiertoe hebben ze toegang tot alle gebouwen en mogen ze in alle vertrouwelijkheid een onderhoud hebben met de veroordeelden.

Het koninklijk besluit bepaalt de verplichtingen van de uitbater in termen van betaling van verzekeringen. Er wordt gepreciseerd dat alle voorwaarden met betrekking tot de uitbating dienen te worden vervuld tijdens de volledige duur van het contract. Een ernstig gebrek aan deze verplichting heeft tot gevolg dat de erkenning zal worden ingetrokken. Het intrekken van de erkenning kan eveneens gebeuren in geval van faillissement, opheffing of vereffening uit hoofde van de uitbater.

Artikels 9/1, 9/2 en 9/3 van de wet betreffende de externe rechtspositie en het huidige besluit treden in werking op 1 september 2019.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
belast met de Regie der Gebouwen,

K. GEENS

22 JUILLET 2019. — Arrêté royal fixant les normes en vue de l'agrément comme maison de transition et fixant les conditions d'exploitation pour une maison de transition

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution ;

Vu la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, l'article 9/2, §§ 3 et 4 inséré par la loi du 11 juillet 2018, l'article 70;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant de dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis de l'autorité de protection des données, donné le 3 juillet 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, accrédité auprès du Ministre de la Justice, donné le 14 mars 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2019 ;

Vu l'avis 65.955/1 du Conseil d'État, donné le 9 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe, en exécution de l'article 9/2, § 3, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, les normes auxquelles un établissement doit satisfaire afin de pouvoir être agréé comme maison de transition pour le placement de condamnés ainsi que les conditions d'exploitation d'une maison de transition.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1) La loi relative au statut juridique externe : la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ;

2) Le directeur : la personne visée à l'article 2, 13^o, de la loi du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus ;

3) La maison de transition : la maison de transition visée à l'article 9/2, § 1^{er}, de la loi relative au statut juridique externe ;

4) Le responsable : le responsable de la maison de transition visé à l'article 35 du présent arrêté ;

5) L'exploitant : la personne morale responsable de l'exploitation d'une maison de transition ;

6) Règlement Général sur la Protection des Données : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

CHAPITRE 2. — *Normes générales*

Art. 3. La maison de transition dispose de 12 places minimum et de 17 places maximum.

Art. 4. Si une ou plusieurs maisons de transition font partie d'une infrastructure plus vaste comprenant d'autres services, le fonctionnement interne des maisons de transition doit être géré séparément de ces autres services.

Art. 5. Lors de l'implantation dans l'espace de la maison de transition, il sera veillé à ce que toutes les conditions soient remplies en termes de bien-être corporel et psychique des condamnés.

Art. 6. La maison de transition est implantée dans la communauté locale.

22 JULI 2019. — Koninklijk besluit tot bepaling van de normen voor de erkenning als transitiehuis en houdende de exploitatievoorwaarden voor een transitiehuis

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, artikel 9/2, §§ 3 en 4, ingevoegd bij de wet van 11 juli 2018, artikel 70;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging,

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 juli 2019;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, geaccrediteerd bij de Minister van Justitie, gegeven op 14 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 2019;

Gelet op advies 65.955/1 van de Raad van State, gegeven op 9 mei 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit bepaalt, ter uitvoering van artikel 9/2, § 3 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, de normen waaraan een inrichting moet voldoen om erkend te kunnen worden als transitiehuis voor de plaatsing van veroordeelden alsook de voorwaarden voor de exploitatie van een transitiehuis.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1) Wet externe rechtspositie: de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

2) De directeur: de persoon zoals bedoeld in artikel 2, 13^o van de wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

3) Transitiehuis: het transitiehuis zoals bepaald in artikel 9/2, § 1, van de wet externe rechtspositie;

4) De verantwoordelijke: de verantwoordelijke van het transitiehuis zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit;

5) De exploitant: de rechtspersoon die instaat voor de exploitatie van een transitiehuis;

6) Algemene Verordening Gegevensbescherming: de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van de Richtlijn 95/46/EG.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene normen*

Art. 3. Het transitiehuis beschikt over ten minste 12 en niet meer dan 17 plaatsen.

Art. 4. Indien één of meerdere transitiehuizen deel uitmaken van een ruimere infrastructuur met andere diensten, dient de inhoudelijke werking van de transitiehuizen afzonderlijk van de andere diensten te worden beheerd.

Art. 5. Bij de ruimtelijke inplanting van het transitiehuis wordt rekening gehouden met het lichamelijk en psychisch welzijn van de veroordeelden.

Art. 6. Het transitiehuis wordt binnen de lokale leefgemeenschap ingeplant.

Art. 7. L'exploitant d'une maison de transition doit revêtir la personnalité juridique.

CHAPITRE 3. — *Traitement des données à caractère personnel*

Art. 8. § 1. Le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de l'exploitation des maisons de transition a comme but le suivi et l'accompagnement professionnels des condamnés qui séjournent dans la maison de transition.

§ 2. L'exploitant est le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7° du Règlement Général sur la Protection des Données.

Art. 9. § 1. En ce qui concerne les condamnés qui séjournent dans une maison de transition, les catégories de données à caractère personnel suivantes sont traitées :

- 1° les données d'identification, à savoir :
- les nom de famille, prénom(s), éventuel(s) alias,
 - les date, lieu, et pays de naissance,
 - la (les) nationalité(s),
 - le sexe,
 - les numéros d'identifications uniques disponibles, à savoir le numéro d'identification de la sécurité sociale (numéro de registre nationale ou numéro bis), le numéro de dossier auprès de l'Office des étrangers et le numéro de référence dactyloscopique unique (numéro AFIS) obtenu en application de l'arrêté royal du 11 mars 2019 relatif aux modalités d'interrogation directe de la Banque de Données nationale générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police au profit du Service Public Fédéral justice dans le but de contribuer à l'identification unique des détenus,
 - l'état civil,
 - la langue parlée, la langue administrative,
 - l'adresse d'inscription dans le registre de la population, l'adresse de séjour,
 - les données familiales comme le nom du père, de la mère, de l'époux ou du cohabitant légal et le nombre d'enfants,
- 2° Les données du dossier auxquelles le responsable a accès conformément à l'article 9/2, § 2, de la loi relative au statut juridique externe afin de pouvoir mener à bien les missions liées au placement, à savoir :
- la fiche d'écrou, qui contient un relevé des titres de détention et des conditions de temps pour l'octroi des modalités d'exécution de la peine ;
 - les jugements et arrêts de condamnation ;
 - les rapports psychosociaux ;
 - la décision de placement prise conformément à l'article 10, § 1bis, de la loi relative au statut juridique externe, accompagnée de la demande écrite du directeur ;
 - le plan de placement ;
 - l'accord écrit du prévenu quant au plan de placement, aux conditions liées au placement et au règlement d'ordre intérieur ;

3° les données pertinentes relatives au statut juridique interne du détenu, dont notamment la liste des visiteurs.

Si le responsable souhaite avoir accès à d'autres documents, il en fait la demande motivée au directeur général des établissements pénitentiaires du Service Public Fédéral Justice.

§ 2. Il est interdit au responsable de divulguer à des tiers des données du dossier du condamné ou toute autre information dont il aurait connaissance à la suite de l'exploitation de la maison de transition, à moins qu'il n'y soit obligé en vertu de dispositions ou réglementaires légales ou à la suite d'une décision judiciaire.

§ 3. En application de l'article 10, § 2 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitement de données à caractère personnel, le responsable du traitement établit une liste des catégories de personnes ayant accès aux données personnelles. Ces personnes sont tenues de respecter le caractère confidentiel des données personnelles.

Art. 10. Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exploitation d'une maison de transition sont effacées lorsque le condamné quitte définitivement la maison de transition.

Art. 7. De exploitant van een transitiehuis dient rechtspersoonlijkheid te bezitten.

HOOFDSTUK 3. — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 8. § 1. De verwerking van persoonsgegevens in het kader van de exploitatie van een transitiehuis heeft als doeleinde de professionele opvolging en begeleiding van de veroordeelden die in het transitiehuis verblijven.

§ 2. De exploitant is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7° van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

Art. 9. § 1. Met betrekking tot de veroordeelden die in een transitiehuis verblijven worden de volgende categorieën van persoonsgegevens verwerkt :

- 1° de identificatiegegevens, namelijk :
- familienaam, voorna(a)m(en), eventuele alias(sen);
 - geboortedatum, plaats en land van geboorte;
 - nationaliteit(en);
 - geslacht;
 - unieke identificatienummers, namelijk het identificatienummer van de sociale zekerheid (rijksregisternummer of bisnummer), het dossiernummer bij de Dienst Vreemdelingenzaken en het in toepassing van het koninklijk besluit van 11 maart 2019 betreffende de nadere regels voor de rechtstreekse bevraging van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt ten behoeve van de Federale Overheidsdienst Justitie met het oogmerk bij te dragen tot de unieke identificatie van gedetineerden bekomen unieke dactyloscopische referentienummer (AFIS-nummer);
 - burgerlijke staat;
 - gesproken taal, administratieve taal;
 - adres van inschrijving in het bevolkingsregister, het verblijfsadres;
 - familiale gegevens, met name de naam van vader, moeder, echtgenoot of wettelijk samenwonende partner en het aantal kinderen;
- 2° De gegevens van het dossier waartoe de verantwoordelijke voor de verwerking toegang heeft overeenkomstig artikel 9/2, § 2, van de wet externe rechtspositie om de opdrachten die verbonden zijn aan de plaatsing te kunnen uitvoeren, namelijk :
- de opsluitingsfiche, die een opsomming bevat van de detentietitels en de tijdsvoorwaarden voor de toekenning van strafuitvoeringsmodaliteiten;
 - de veroordelende vonnissen en arresten;
 - de verslagen van de psychosociale dienst van de gevangenis;
 - de overeenkomstig artikel 10, § 1bis, van de wet externe rechtspositie genomen beslissing tot plaatsing, vergezeld van het schriftelijk verzoek van de directeur.
 - het plaatsingsplan;
 - de schriftelijke instemming van de veroordeelde met het plaatsingsplan, met de voorwaarden verbonden aan de plaatsing en met het huishoudelijk reglement;
- 3° de pertinente gegevens met betrekking tot de interne rechtspositie van de gedetineerde, waaronder de lijst van bezoekers.

Indien de verantwoordelijke toegang wenst tot andere gegevens, dient hij een gemotiveerde aanvraag in bij de directeur-generaal van het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen van de Federale Overheidsdienst Justitie.

§ 2. Het is de verantwoordelijke niet toegestaan om gegevens uit het dossier van de veroordeelde of enige andere informatie waarvan hij ingevolge de exploitatie van het transitiehuis kennis zou krijgen, kenbaar te maken aan derden, behoudens indien hij hiertoe verplicht zou zijn ingevolge wettelijke of reglementaire bepalingen of ingevolge een rechterlijke beslissing.

§ 3. In toepassing van artikel 10, § 2 van de Wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens stelt de verantwoordelijke een lijst op van de categorieën van personen die toegang hebben tot de persoonsgegevens. Deze personen zijn gehouden het vertrouwelijke karakter van de persoonsgegevens in acht te nemen.

Art. 10. De persoonsgegevens die verwerkt werden in het kader van de exploitatie van een transitiehuis worden gewist wanneer de veroordeelde op definitieve wijze het transitiehuis verlaat.

Art. 11. § 1. Par dérogation aux droits prévus à l'article 13, § 1^{er}, d), e) et f), § 2, b), c), e) et f) et § 3, l'article 14, l'article 15, § 1^{er}, b), c), e), g) et h), § 2, les articles 16 à 22 et l'article 34 du Règlement Général sur la Protection des Données, en vue de garantir la finalité prévue dans l'article 23.1.d) du Règlement Général sur la Protection des Données, les droits précités peuvent être limités entièrement ou partiellement à l'égard des personnes concernées mentionnées à l'article 9, § 1^{er} de cet arrêté.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux qui sont nécessaires pour mener les missions légales visées à l'article 8, § 1^{er}.

§ 2. Les dérogations mentionnées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} ne sont pas limitées dans le temps, sauf si:

— la limitation de l'exercice des droits des personnes concernées n'est plus nécessaire pour l'exercice des missions légales visées à l'article 8, § 1^{er};

— une disposition légale l'impose dans le cadre d'une procédure de litige ou administrative; ou

— le Service Public Fédéral Justice le permet explicitement pour ce qui concerne les données auxquelles le responsable a accès et pour lesquelles le Service Public Fédéral Justice est le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7^o du Règlement Général sur la Protection des Données.

§ 3. Lors de la réception d'une requête visant à exercer les droits visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le responsable en confirme la réception et informe le requérant des dérogations, sauf si cela peut porter préjudice à l'objectif des dérogations.

Dans tous les cas, le responsable informe le requérant des possibilités d'introduire une réclamation à l'autorité de contrôle compétente ou d'introduire un recours en justice.

CHAPITRE 4. — Normes particulières

Section 1^{re}. — Normes architecturales

Sous-section 1^{re}. — Normes concernant les espaces de séjour personnels et les espaces communs

Art. 12. Dans chaque maison de transition, il y a lieu de prévoir les espaces communs suivants :

- une salle de séjour, aménagée de la manière la plus agréable et familiale possible ;
- un espace destiné aux activités communes ; ainsi que
- des espaces destinés à l'assistance et à l'accompagnement individuels dans le cadre de l'aide et de l'assistance aux condamnés.

Art. 13. Dans la maison de transition, les condamnés peuvent faire usage d'une cuisine ou kitchenette, commune ou non, suffisamment équipée.

Art. 14. La maison de transition doit disposer d'un espace extérieur pouvant être utilisé dans le cadre de l'organisation du programme journalier.

Art. 15. La circulation entre les différents étages de la maison de transition doit être possible en sécurité et de façon efficace.

Art. 16. § 1. Dans la maison de transition, seul un condamné peut être hébergé par chambre.

Par chambre, il convient d'entendre : l'espace de séjour individuel du condamné.

§ 2. Avec une marge dérogatoire de 15 %, les chambres prévues au paragraphe 1 doivent avoir une superficie d'au moins 10m², le cas échéant y compris le sanitaire.

Art. 17. Les chambres doivent être aménagées de manière à garantir au maximum l'hygiène corporelle et environnementale du condamné.

Art. 18. Chaque chambre doit au moins disposer de l'équipement suivant :

- une table ;
- une chaise ;
- un lit ;
- une armoire fermant à clé ;
- un lavabo avec l'eau courante, chaude et froide.

Art. 11. § 1. In afwijking van de rechten voorzien in artikel 13, § 1, d), e) en f), § 2, b), c), e) en f) en § 3, artikel 14, artikel 15, § 1, b), c), e), g) en h), § 2, de artikelen 16 tot en met 22 en artikel 34 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming, om de doelstelling voorzien in artikel 23.1.d) van de Algemene Verordening Gegevensbescherming te waarborgen, kunnen de voormelde rechten ten opzichte van de betrokkenen vermeld in artikel 9, § 1 van dit besluit geheel of gedeeltelijk worden beperkt.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die noodzakelijk zijn ter uitvoering van de wettelijke opdrachten bedoeld in artikel 8, § 1.

§ 2. De in paragraaf 1, eerste lid vermelde afwijkingen worden niet in de tijd beperkt tenzij:

— het beperken van de uitoefening van de rechten van de betrokkenen niet langer noodzakelijk is voor de uitoefening van de wettelijke opdrachten bedoeld in artikel 8, § 1;

— een uitdrukkelijke wettelijke bepaling hiertoe verplicht in het kader van een geschillen- of administratieve procedure; of

— de Federale Overheidsdienst Justitie dit uitdrukkelijk toestaat voor wat betreft de gegevens waartoe de verantwoordelijke toegang heeft en waarvoor de Federale Overheidsdienst Justitie de verantwoordelijke voor de verwerking is in de zin van artikel 4, 7^o van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek tot uitoefening van de rechten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, bevestigt de verantwoordelijke de ontvangst hiervan en informeert de verzoeker over de afwijkingen tenzij dit afbreuk kan doen aan het doel van de afwijkingen.

De verantwoordelijke informeert de verzoeker in ieder geval over de mogelijkheden om klacht in te dienen bij de bevoegde toezichthoudende autoriteit of om een beroep in rechte in te stellen.

HOOFDSTUK 4. — Bijzondere normen

Afdeling 1. — Architectonische normen

Onderafdeling 1. — Normen inzake de persoonlijke verblijfsruimten en de gemeenschappelijke ruimten

Art. 12. In elk transitiehuis moeten minimaal de volgende gemeenschappelijke ruimten voorzien zijn:

- een zitkamer, die zo gezellig en huiselijk mogelijk wordt ingericht;
- een ruimte voor gemeenschappelijke activiteiten; alsook
- ruimten voor individuele hulp en begeleiding in het kader van de hulp- en dienstverlening aan de veroordeelden.

Art. 13. In het transitiehuis kunnen de veroordeelden gebruik maken van een, al dan niet gemeenschappelijke, afdoende uitgeruste keuken of kitchenette.

Art. 14. Het transitiehuis moet beschikken over een buitenruimte die in het kader van de organisatie van het dagprogramma kan benut worden.

Art. 15. De circulatie tussen verschillende verdiepingen van het transitiehuis dient op veilige en doeltreffende wijze te kunnen verlopen.

Art. 16. § 1. In het transitiehuis mag per kamer slechts één veroordeelde ondergebracht worden.

Onder kamer dient te worden verstaan: de persoonlijke verblijfsruimte van de veroordeelde.

§ 2. Met een toegelaten afwijkingmarge van 15% moeten de in paragraaf 1 vermelde kamers ten minste 10 m² oppervlakte hebben, in voorkomend geval met inbegrip van de oppervlakte voor de sanitaire uitrusting.

Art. 17. De kamers dienen zodanig te worden ingericht dat de lichaams- en de omgevingshygiëne van de veroordeelde maximaal gegarandeerd wordt.

Art. 18. Elke kamer dient over minimaal volgende uitrusting te beschikken:

- Een tafel;
- Een stoel;
- Een bed;
- Een afsluitbare kast;
- een wastafel met stromend warm en koud water.

Art. 19. Les espaces destinés aux activités communes ont une superficie au sol et une surface vitrée adaptées aux activités qui s'y déroulent.

Art. 20. § 1. Les espaces communs doivent disposer d'un équipement correspondant à leurs fonctions.

Les installations nécessaires pour des appareils audio-visuels et ICT doivent être prévues.

§ 2. Si un espace commun est utilisé pour diverses fonctions, les exigences spécifiques posées pour ces espaces ne peuvent être incompatibles.

Art. 21. Les installations sanitaires doivent être prévues en suffisance, notamment dans l'environnement immédiat des salles à manger et salles de séjour et des espaces destinés aux activités communes.

Art. 22. Les installations sanitaires doivent comporter au moins :

1° 1 baignoire ou 1 douche pour 6 condamnés ;

2° 1 toilette pour 6 condamnés.

Art. 23. Les portes des toilettes et des salles de bain doivent s'ouvrir vers l'extérieur et être équipées de verrous de sécurité pouvant être actionnés par le personnel depuis l'extérieur.

Art. 24. Les fenêtres doivent permettre d'avoir une vue dégagée sur l'environnement de la maison de transition.

Sous-section 2. — Normes relatives à la sécurité incendie

Art. 25. § 1^{er}. Tous les espaces se trouvant sur le domaine de la maison de transition doivent être conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de prévention et de lutte contre l'incendie.

§ 2. Un rapport des pompiers confirmant la conformité des bâtiments et équipements à ces dispositions doit être présenté au Service Public Fédéral Justice.

Sous-section 3. — Normes en matière d'éclairage, de chauffage et d'aération

Art. 26. Dans les chambres et espaces destinés aux activités communes, l'éclairage, le chauffage et l'aération doivent, suivant leur destination, être conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Sous-section 4. — Normes relatives à l'entretien

Art. 27. La maison de transition doit être entretenue correctement et doit à tout moment satisfaire aux exigences sanitaires et d'hygiène actuelles.

Une attention particulière doit être accordée à la prévention et à la lutte contre les parasites et les maladies contagieuses.

Section 2. — Normes fonctionnelles

Art. 28. L'exploitant d'une maison de transition doit garantir un climat de vie qui favorise la vie en communauté et doit prévoir des moyens nécessaires pour garantir une atmosphère domestique.

Art. 29. L'accès à la maison de transition doit être muni d'un système empêchant l'accès direct aux personnes extérieures.

Art. 30. Si la maison de transition fait partie d'un bâtiment dans lequel d'autres fonctions sociales sont remplies, l'accès direct depuis ces autres parties du bâtiment doit également être rendu impossible, sans intervention du personnel de la maison de transition.

Art. 31. L'espace dans lequel les visiteurs peuvent être reçus doit être doté du mobilier approprié à cet effet et être aménagé de manière accueillante pour les enfants.

Art. 32. Les espaces destinés aux activités communes doivent être dotés du mobilier et des équipements correspondant à leur destination.

Art. 33. Les médicaments doivent être conservés dans une armoire fermant à clé.

Art. 34. Si un espace est aménagé pour les examens et traitements médicaux, celui-ci doit permettre une consultation médicale dans le respect de la vie privée.

Art. 19. De ruimtes voor gemeenschappelijke activiteiten hebben een vloer- en raamoppervlakte die aangepast is aan de activiteiten die er plaatsvinden.

Art. 20. § 1. De gemeenschappelijke ruimtes moeten uitgerust zijn in overeenstemming met de functies waarvoor ze dienen.

De nodige voorzieningen voor audiovisuele apparatuur en ICT dienen aanwezig te zijn.

§ 2. In geval een gemeenschappelijke ruimte voor diverse functies wordt aangewend, mogen de specifieke eisen die aan die ruimtes gesteld worden niet onverenigbaar zijn.

Art. 21. Sanitaire installaties moeten in voldoende mate voorzien zijn, onder meer ook in de onmiddellijke omgeving van eet- en zitkamers en van ruimten voor gemeenschappelijke activiteiten.

Art. 22. De sanitaire installaties moeten bestaan uit ten minste :

1° 1 bad of stortbad per 6 veroordeelden;

2° 1 toilet per 6 veroordeelden.

Art. 23. De deuren van de toiletten en de badkamers moeten naar buiten open gaan en uitgerust zijn met een slotensysteem dat door het personeel van buitenaf kan bediend worden.

Art. 24. De vensters moeten een open zicht op de omgeving van het transitiehuis mogelijk maken

Onderafdeling 2. — Normen inzake brandveiligheid

Art. 25. § 1. Alle ruimten op het domein van het transitiehuis dienen in overeenstemming te zijn met de geldende wetgeving en reglementaire bepalingen inzake brandpreventie en brandbestrijding.

§ 2. Een verslag van de brandweer dat de conformiteit van de gebouwen en de uitrusting aan deze bepalingen bevestigt, dient aan de Federale Overheidsdienst Justitie te worden voorgelegd.

Onderafdeling 3. — Normen inzake verlichting, verwarming en verluchting

Art. 26. In de kamers en ruimten voor gemeenschappelijke activiteiten dienen de verlichting, verwarming en de verluchting, in functie van hun bestemming, in overeenstemming te zijn met de geldende wetgeving en reglementaire bepalingen.

Onderafdeling 4. — Normen inzake onderhoud

Art. 27. Het transitiehuis dient behoorlijk onderhouden te worden en ten allen tijde te beantwoorden aan de hedendaagse hygiënische en sanitaire vereisten.

Bijzondere aandacht dient te worden besteed aan preventie en bestrijding van ongedierte en besmettelijke aandoeningen.

Afdeling 2. — Functionele normen

Art. 28. De exploitant van een transitiehuis dient een leefklimaat te garanderen, dat het leven in gemeenschap bevordert en moet de nodige middelen voorzien voor het verzekeren van een huishoudelijke sfeer.

Art. 29. De toegang tot het transitiehuis moet voorzien zijn van een systeem waardoor de directe toegang door buitenstaanders onmogelijk wordt gemaakt.

Art. 30. Indien het transitiehuis deel uitmaakt van een gebouw waarin nog andere maatschappelijke functies worden voorzien, dient de directe toegang van uit deze andere gebouwdelen eveneens, zonder tussenkomst van personeel van het transitiehuis, onmogelijk te worden gemaakt.

Art. 31. De ruimte waarin bezoekers kunnen ontvangen worden moeten hiertoe van gepast meubilair voorzien te worden en kindvriendelijk worden ingericht.

Art. 32. De ruimtes voor gemeenschappelijke activiteiten moeten uitgerust zijn met het meubilair en de apparatuur overeenkomstig hun bestemming.

Art. 33. De geneesmiddelen moeten worden bewaard in een afsluitbare kast.

Art. 34. Indien een ruimte voor medisch onderzoek en behandeling wordt ingericht, moet deze een medische raadpleging met respect voor de privacy mogelijk maken.

*Section 3. — Normes relatives à l'organisation**Sous-section 1^{re}. — La direction de la maison de transition*

Art. 35. La direction journalière de la maison de transition doit être assurée par le responsable de la maison de transition.

Le responsable se charge également des contacts et de la concertation avec le directeur de la prison qui gère le dossier de détention du condamné ainsi que des rapports prévus dans la loi relative au statut juridique externe et au chapitre 5, section 2, sous-section 2 de cet arrêté.

Art. 36. Pour la gestion du dossier de détention, chaque maison de transition est rattachée sur le plan fonctionnel à la prison désignée dans la décision de placement comme la prison qui gère le dossier de détention du condamné.

Sous-section 2. — Le règlement d'ordre intérieur

Art. 37. § 1^{er}. La maison de transition doit disposer d'un règlement d'ordre intérieur qui doit être soumis pour approbation au Ministre de la Justice.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur doit au moins régler les thèmes suivants :

- 1) les principes relatifs à l'accueil et à l'organisation de la journée ;
- 2) les conditions de vie matérielles dans la maison de transition ;
- 3) les règles de conduite que sont tenus de respecter les condamnés dans la maison de transition ;
- 4) la manière dont les condamnés peuvent entrer en contact avec leur avocat ;
- 5) le régime des visites et autres contacts avec le monde extérieur ;
- 6) l'usage du téléphone et d'ordinateur ;
- 7) les modalités d'introduction et de traitement des plaintes des condamnés placés ;
- 8) les modalités d'accès des services externes à la maison de transition dans le cadre de l'aide et de l'assistance aux condamnés ;
- 9) la manière pour le condamné de pratiquer sa religion ou sa philosophie ;
- 10) les activités organisées dans la maison de transition ;
- 11) la manière pour le condamné d'entrer en contact avec un médecin ;
- 12) les modalités régissant l'accès du condamné à son dossier.

§ 3. Toute modification apportée au règlement d'ordre intérieur doit être soumise préalablement à l'approbation du Ministre de la Justice.

Section 4. — Normes relatives au personnel

Art. 38. § 1^{er}. Concernant le placement et l'accompagnement des condamnés, l'exploitant d'une maison de transition doit pouvoir disposer du personnel suffisant pour pouvoir remplir les missions-clés prévues par le présent arrêté royal.

§ 2. Les missions suivantes doivent au moins être assurées :

- 1° la direction de la maison de transition ;
- 2° la gestion administrative et financière ;
- 3° le logement ;
- 4° l'accompagnement des condamnés.

§ 3. Il ne peut pas être fait appel à des sous-traitants pour l'organisation des activités et l'accompagnement des condamnés.

§ 4. Concernant les missions relatives à l'accompagnement des détenus, leur accomplissement exhaustif et la continuité de l'aide et de l'assistance doivent être garantis, en collaboration avec les services des Communautés.

*Afdeling 3. — Organisatorische normen**Onderafdeling 1. — De leiding over het transitiehuis*

Art. 35. De dagelijkse leiding van het transitiehuis dient te worden waargenomen door de verantwoordelijke van het transitiehuis.

De verantwoordelijke staat tevens in voor de contacten en het overleg met de directeur van de gevangenis die het detentiedossier van de veroordeelde beheert en voor de verslaggeving zoals voorzien in de wet externe rechtspositie en in hoofdstuk 5, afdeling 2, onderafdeling 2, van dit besluit.

Art. 36. Elk transitiehuis is, met het oog op het beheer van het detentiedossier, functioneel verbonden aan de gevangenis die in de beslissing tot plaatsing werd aangeduid als gevangenis die het detentiedossier van de veroordeelde beheert.

Onderafdeling 2. — Het huishoudelijk reglement

Art. 37. § 1. Het transitiehuis moet beschikken over een huishoudelijk reglement dat voor goedkeuring aan de Minister van Justitie moet worden voorgelegd.

§ 2. Het huishoudelijk reglement dient minstens volgende thema's nader te regelen:

- 1) Principes rond onthaal en dagindeling;
- 2) De materiële levensvoorwaarden in het transitiehuis;
- 3) de gedragsregels die de veroordeelden die in het transitiehuis dienen na te leven;
- 4) de wijze waarop de veroordeelden in contact kunnen komen met hun advocaat;
- 5) de bezoeksregeling en andere contacten met de buitenwereld;
- 6) het gebruik van telefoon en computer;
- 7) de wijze waarop klachten van de geplaatste veroordeelden worden ingediend en behandeld;
- 8) de wijze waarop externe diensten in het kader van de hulp- en dienstverlening aan veroordeelden toegang hebben tot het transitiehuis;
- 9) de wijze waarop de veroordeelde zijn godsdienst of levensbeschouwing kan belijden;
- 10) de activiteiten die in het transitiehuis worden georganiseerd;
- 11) de wijze waarop de veroordeelde in contact kan komen met een arts;
- 12) de wijze waarop de toegang door de veroordeelde tot diens dossier wordt geregeld.

§ 3. Elke wijziging aan het huishoudelijk reglement dient voorafgaandelijk aan de Minister van Justitie ter goedkeuring te worden voorgelegd.

Afdeling 4. — Personele normen

Art. 38. § 1. De exploitant van een transitiehuis moet voor de plaatsing en de begeleiding van de veroordeelden beschikken over voldoende personeel om de bij dit besluit bepaalde kernopdrachten te kunnen vervullen.

§ 2. Volgende opdrachten dienen minstens gewaarborgd te worden:

- 1° de leiding van het transitiehuis;
- 2° het administratief en financieel beheer;
- 3° de huisvesting;
- 4° de begeleiding van de veroordeelden.

§ 3. Er kan geen beroep gedaan worden op onderaannemers voor de organisatie van activiteiten en begeleiding van veroordeelden

§ 4. Voor de opdrachten inzake de begeleiding van de veroordeelden dient, in samenwerking met de diensten van de Gemeenschappen, de exhaustieve invulling en de continuïteit van de hulp- en dienstverlening gewaarborgd te worden.

CHAPITRE 5. — Conditions d'exploitation d'une maison de transition

Section 1^{re}. — Missions-clés de l'exploitant

Art. 39. Durant toute la durée de l'agrément, l'exploitant de la maison de transition doit satisfaire à toutes les normes prévues aux chapitres 2 et 4 du présent arrêté.

Art. 40. § 1^{er}. La continuité de l'exploitation doit être garantie à tout moment (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7).

§ 2. Il est interdit à l'exploitant :

1) d'arrêter à un moment quelconque, de manière totale ou partielle, l'exploitation de la maison de transition sans l'assentiment du Service Public Fédéral Justice ou d'en entraver le bon fonctionnement ;

2) d'affecter la maison de transition à d'autres fins que celles visées par la loi relative au statut juridique externe ;

3) d'exercer dans la maison de transition des activités incompatibles avec la destination de la maison de transition ou susceptibles d'en entraver le bon fonctionnement.

Art. 41. L'exploitant est tenu de collaborer loyalement et de bonne foi avec le Service Public Fédéral Justice.

Dans ce cadre, l'exploitant doit transmettre à la première demande toutes les informations demandées relatives à l'exploitation de la maison de transition au Service Public Fédéral Justice.

Art. 42. Le jour du placement du premier condamné dans la maison de transition, l'exploitant doit disposer :

- d'un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Ministre de la Justice conformément à l'article 37, § 1^{er} de cet arrêté ;

- d'un plan de sécurité comportant notamment, mais pas exclusivement, des directives pour la gestion des incendies et autres calamités.

Section 2. — Séjour de condamnés dans la maison de transition

Sous-section 1^{re}. — Établissement du plan de placement

Art. 43. § 1^{er}. Le plan de placement visé à l'article 9/1, alinéa 1^{er}, de la loi relative au statut juridique externe est élaboré par le responsable et le directeur, en concertation avec le condamné et avec la collaboration de celui-ci.

§ 2. Le plan de placement peut être complété, concrétisé et adapté durant le placement par le responsable et le directeur de la prison qui gère le dossier de détention du condamné pendant la durée du placement, en collaboration avec le condamné, notamment en fonction de l'évolution du trajet de réinsertion du condamné.

Sous-section 2. — Déroulement du placement

Art. 44. Sans préjudice de l'obligation du responsable de transmettre un rapport au directeur chargé de la gestion et du dossier de détention du condamné dans les cas visés à l'article 12, § 2bis, de la loi relative au statut juridique externe, le responsable doit en outre faire rapport au moins une fois par mois au directeur qui gère le dossier de détention du condamné sur le déroulement du placement et ce, durant toute la durée du placement. Il rédige également un rapport de clôture lorsque le condamné quitte définitivement la maison de transition.

Les rapports portent sur :

- le respect des conditions particulières ;
- la participation aux activités imposées dans le plan de placement ;
- le déroulement du séjour dans la maison de transition et, en particulier, les difficultés et incidents durant le séjour du condamné ;

- le respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur ;
- les périodes pendant lesquelles le condamné a quitté temporairement la maison de transition.

Art. 45. Une concertation entre le responsable, le directeur de la prison qui gère le dossier de détention du condamné et les services compétents des Communautés, se tient à intervalles réguliers.

Art. 46. Pendant la durée du placement, des dispositions doivent être prises afin que les condamnés puissent être transférés vers un hôpital en cas d'urgence médicale.

Le directeur de la prison qui gère le dossier de détention du condamné pendant la durée du placement en est informé sans délai.

HOOFDSTUK 5. — Voorwaarden voor de exploitatie van een transitiehuis

Afdeling 1. — Kernopdrachten van de exploitant

Art. 39. De exploitant van het transitiehuis dient gedurende de ganse duur van de erkenning te voldoen aan alle normen zoals bepaald in de hoofdstukken 2 en 4 van dit besluit.

Art. 40. § 1. De continuïteit van de exploitatie dient te allen tijde gegarandeerd te worden (24 uur op 24 en 7 dagen op 7).

§ 2. Het is de exploitant verboden om:

1) de exploitatie van het transitiehuis op enig ogenblik geheel of gedeeltelijk stop te zetten zonder toestemming van de Federale Overheidsdienst Justitie, of de goede werking ervan te belemmeren;

2) het transitiehuis aan te wenden voor andere doeleinden dan deze bepaald in de wet externe rechtspositie;

3) in het transitiehuis activiteiten uit te voeren die onverenigbaar zijn met de bestemming van het transitiehuis of die de goede werking ervan kunnen belemmeren.

Art. 41. De exploitant is ertoe gehouden loyaal en te goeder trouw samen te werken met de Federale Overheidsdienst Justitie.

In het kader daarvan dient de exploitant op het eerste verzoek alle gevraagde informatie in verband met de exploitatie van het transitiehuis aan de Federale Overheidsdienst Justitie over te maken.

Art. 42. De exploitant dient op de dag van de plaatsing van de eerste veroordeelde in het transitiehuis te beschikken over:

- een huishoudelijk reglement, dat overeenkomstig artikel 37, § 1, van dit besluit is goedgekeurd door de Minister van Justitie;

- een veiligheidsplan, hetgeen onder andere maar niet uitsluitend richtlijnen bevat voor het beheer van brand en andere calamiteiten.

Afdeling 2. — Verblijf van veroordeelden in het transitiehuis

Onderafdeling 1. — Opmaak van het plaatsingsplan

Art. 43. § 1. Het in artikel 9/1, 1e lid van de wet externe rechtspositie bedoelde plaatsingsplan wordt uitgewerkt door de verantwoordelijke en de directeur, in overleg en met medewerking van de veroordeelde.

§ 2. Het plaatsingsplan kan door de verantwoordelijke en door de directeur van de gevangenis die tijdens de duur van de plaatsing het detentiedossier van de veroordeelde beheert, in samenwerking met de veroordeelde, in de loop van de plaatsing worden aangevuld, nader geconcretiseerd en bijgestuurd, onder meer in functie van de evolutie van het re-integratietraject van de veroordeelde.

Onderafdeling 2. — Verloop van de plaatsing

Art. 44. Onverminderd de verplichting van de verantwoordelijke om in de gevallen bepaald in artikel 12, § 2bis, van de wet externe rechtspositie verslag uit te brengen aan de directeur van de gevangenis die het detentiedossier van de veroordeelde beheert, dient de verantwoordelijke daarenboven gedurende de volledige duur van de plaatsing minstens eens per maand te rapporteren aan de directeur die het detentiedossier van de veroordeelde beheert omtrent het verloop van de plaatsing. Hij stelt eveneens een eindverslag op wanneer de veroordeelde definitief het transitiehuis verlaat.

Deze verslaggeving heeft betrekking op :

- de naleving van de bijzondere voorwaarden;
- de deelname aan de in het plaatsingsplan opgelegde activiteiten;
- het verloop van het verblijf in het transitiehuis en in het bijzonder de moeilijkheden en incidenten die zich tijdens het verblijf van de veroordeelde voordoen;

- de naleving van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;
- De periodes gedurende dewelke de veroordeelde het transitiehuis tijdelijk verlaten heeft.

Art. 45. Op geregelde tijdstippen heeft een overleg plaats tussen de verantwoordelijke, de directeur van de gevangenis die het detentiedossier van de veroordeelde beheert en de bevoegde diensten van de Gemeenschappen.

Art. 46. Gedurende het verloop van de plaatsing, dienen voorzieningen te worden getroffen opdat veroordeelden in geval van medische urgentie overgebracht kunnen worden naar een ziekenhuis.

De directeur van de gevangenis die tijdens de duur van de plaatsing het detentiedossier van de veroordeelde beheert, wordt hiervan onverwijld in kennis gesteld.

Section 3. — Inspections et contrôle

Art. 47. § 1^{er}. L'exploitant est tenu à tout moment de permettre aux représentants du Service Public Fédéral Justice de procéder aux inspections de la maison de transition destinées à vérifier la conformité aux conditions et obligations imposées à l'exploitant.

Ces inspections peuvent être annoncées ou non.

§ 2. Durant les inspections, l'exploitant doit permettre aux représentants du Service Public Fédéral Justice d'accéder à tous les emplacements relevant du domaine de la maison de transition et leur fournir toutes les informations estimées nécessaires pour mener à bien leur inspection.

L'exploitant peut assister à ces inspections sans les gêner ou entraver de quelque manière que ce soit.

Les représentants du Service Public Fédéral Justice peuvent s'entretenir avec les condamnés en toute confidentialité, hors présence de l'exploitant.

Section 4. — Autres obligations de l'exploitant

Art. 48. § 1^{er}. L'exploitant est tenu de veiller à ce que les activités dans et autour de la maison de transition se déroulent toujours conformément à la réglementation en vigueur et aux autorisations pertinentes.

§ 2. Le cas échéant, l'exploitant se charge de la demande, l'obtention et la prolongation de toutes les autorisations requises pour l'exploitation de la maison de transition.

§ 3. L'exploitant souscrit les assurances nécessaires en vue des dommages éventuels et de la responsabilité découlant de l'exploitation de la maison de transition.

À cet effet, il souscrira au moins, mais pas exclusivement, une assurance en responsabilité civile.

Art. 49. Dans le cadre du traitement des données à caractère personnel, l'exploitant prévoit une gestion stricte et adéquate des utilisateurs et des accès qui permet d'identifier les utilisateurs, de les authentifier et de contrôler et gérer leurs caractéristiques ou qualités pertinentes, mandats et autorisations d'accès.

Section 5. — Évaluation de l'exploitant

Art. 50. Durant l'exploitation, l'exploitant doit continuer à satisfaire à toutes les conditions et attentes en lien avec l'exploitation et en particulier aux missions-clés énoncées dans la section 1^{re}.

En présence de manquements graves à cet égard dans le chef de l'exploitant, le Service Public Fédéral Justice est toujours habilité à supprimer l'agrément de la maison de transition et de son exploitant.

CHAPITRE 6. — Entrée en vigueur

Art. 51. Entrent en vigueur le 1 septembre 2019 :

1° les articles 9/1, 9/2 et 9/3 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ;

2° le présent arrêté.

Art. 52. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Vice-Premier ministre et ministre de la Justice,
chargé de la Régie des Bâtiments,
K. GEENS

Afdeling 3. — Inspecties en toezicht

Art. 47. § 1. De exploitant is ertoe gehouden te allen tijde in het transitiehuis inspecties toe te laten door vertegenwoordigers van de Federale Overheidsdienst Justitie, dewelke erop gericht zijn de conformiteit na te gaan met de aan de exploitant opgelegde voorwaarden en verplichtingen.

Het kan hierbij gaan om aangekondigde zowel als onaangekondigde inspecties.

§ 2. Gedurende de inspecties dient de exploitant de vertegenwoordigers van de Federale Overheidsdienst Justitie toegang te verlenen tot alle locaties binnen het domein van het transitiehuis en hen te voorzien van alle informatie die noodzakelijk wordt geacht voor het uitvoeren van de inspectie.

De exploitant mag deze inspecties bijwonen zonder deze op enige wijze te hinderen of te bemoeilijken.

De vertegenwoordigers van de Federale Overheidsdienst Justitie kunnen in vertrouwen en buiten de aanwezigheid van de exploitant een onderhoud hebben met de veroordeelde.

Afdeling 4. — Overige verplichtingen van de exploitant

Art. 48. § 1. De exploitant is ertoe gehouden ervoor te zorgen dat de uitvoering van alle activiteiten in en rond het transitiehuis steeds plaatsvindt in overeenstemming met de van toepassing zijnde regelgeving en relevante vergunningen.

§ 2. De exploitant staat waar nodig in voor het aanvragen, verkrijgen en verlengen van alle vergunningen vereist voor de exploitatie van het transitiehuis.

§ 3. De exploitant sluit de nodige verzekeringen af met het oog op eventuele schade en aansprakelijkheid voortvloeiend uit de exploitatie van het transitiehuis.

Hiertoe wordt minstens doch niet uitsluitend een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid afgesloten.

Art. 49. In het kader van de verwerking van de persoonsgegevens voorziet de exploitant in een strikt en adequaat gebruikers- en toegangsbeheer dat toelaat gebruikers te identificeren, te authentifieren en hun relevante kenmerken of hoedanigheden, mandaten en toegangsmachtigingen te controleren en beheren.

Afdeling 5. — Evaluatie van de exploitant

Art. 50. De exploitant dient gedurende de exploitatie te blijven voldoen aan alle voorwaarden en verwachtingen in verband met de exploitatie, inzonderheid aan de in afdeling 1 opgenomen kernopdrachten.

Indien de exploitant in dit verband ernstige tekortkomingen vertoont, is de Federale Overheidsdienst Justitie er steeds toe gerechtigd de erkenning van het transitiehuis en haar exploitant op te heffen.

HOOFDSTUK 6. — Inwerkingtreding

Art. 51. Treden in werking op 1 september 2019:

1° artikel 9/1, 9/2 en 9/3 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten;

2° dit besluit.

Art. 52. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eerste minister en minister van Justitie,
belast met de Regie der Gebouwen,
K. GEENS